



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 5 JUILLET 2017

Fabienne Pompey : Auditeurs de radio Okapi bonjour. Je suis ravie de vous retrouver pour cette conférence de presse des Nations unies. Saluons également les journalistes qui nous entourent, ici à Kinshasa et à Goma.

Samedi dernier, le 1^{er} juillet, dans un communiqué de presse le chef de la MONUSCO, M. Maman Sidikou a demandé à la CENI de publier sans tarder le calendrier officiel et consensuel pour l'organisation des élections.

Le Représentant spécial a tenu à rappeler à tous les signataires de l'Accord du 31 décembre 2016 leur obligation de le mettre en œuvre intégralement et de bonne foi.

Il a également exhorté le gouvernement à poursuivre et assurer la mise en œuvre intégrale et rapide des mesures de décrispation prévues par l'Accord du 31 décembre 2016.

Dans l'actualité de cette semaine, le budget des Opérations de maintien de la paix des Nations Unies a été adopté le 29 juillet par l'Assemblée générale. Le budget pour l'exercice 2017/2018 est en baisse de 600 millions de dollars. Cette diminution du budget affectera plusieurs missions dont la MONUSCO.

Le budget de la mission en RDC sera pour l'année à venir (entre juillet 2017 et juin 2018) de 1,14 milliards de dollars, soit une baisse de près de 8%. La mission va s'adapter dans les semaines qui viennent à ce nouveau budget tout en ayant à l'esprit la nécessité de continuer à mettre en œuvre son mandat.

Du côté de la sécurité, la situation a été particulièrement tendue dans la zone de Fizi où quatre localités ont été attaquées par la milice Mayi-Mayi Yakutumba.

La MONUSCO a apporté un soutien logistique aux forces armées congolaises, notamment en transportant du matériel et en assurant 9 évacuations sanitaires pour des soldats blessés et en déployant 2 hélicoptères de combat sur la zone. Quelque 200 civils ont aussi trouvé protection auprès de la base de la MONUSCO de Bendera.

Pour être mieux préparés en cas d'éruption volcanique, quelque 11.000 habitants de Goma ont participé lundi à une simulation. Quand la sirène a retenti, ils ont quitté leurs quartiers à la périphérie de la ville pour se regrouper au stade Afia. Là, des secouristes infirmières médecins les attendaient.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

L'exercice, organisé par la MONUSCO avec le concours du PAM et de la Banque Mondiale, a été coordonné par le vice-gouverneur de la Province. Le signal d'alerte a pu être donné grâce à une sirène longue portée, d'une valeur de 100.000 dollars américains, installée l'an dernier par la MONUSCO.

Activités des composantes de la MONUSCO

Protection de l'enfant :

Afin d'améliorer la protection des enfants victimes du conflit dans les Kasais, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO a participé, les 27 et 28 juin 2017, à l'installation du Groupe de Travail Technique Conjoint provincial sur les enfants et les conflits armés (GTTC) dans la région.

Ce groupe, sous les auspices du Gouverneur du Kasai Central, mettra en œuvre et assurera le suivi du Plan d'action conjoint entre le Gouvernement de la RDC et l'ONU pour lutter contre le recrutement et l'utilisation d'enfants, le meurtre et la mutilation ainsi que les violences sexuelles perpétrées par toutes les parties au conflit.

En plus, du 29 juin au 1^{er} juillet 2017, la Section Protection de l'enfant, en collaboration avec l'UNICEF et le GTTC national, a organisé un atelier de formation au profit des officiers des FARDC et de la PNC en charge du recrutement des candidats à la carrière militaire et des agents sociaux sur les standards opérationnels relatifs à l'évaluation de l'âge en vue de prévenir le recrutement d'enfants. Cet atelier sera diffusé dans l'émission télévisée "Echos du GTTC sur les enfants et les conflits armés" qui paraît tous les dimanches sur la RTNC.

Au cours de la semaine du 26 juin au 2 juillet 2017, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté 31 cas de violations graves des droits de l'enfant perpétrées dans le contexte du conflit armé en RDC.

Parmi les enfants affectés par ces violations, 23 garçons victimes de recrutement et d'utilisation ont été séparés ou se sont échappés des groupes armés Mayi-Mayi Mazembe, Mayi-Mayi Charles et FRPI, et de la milice Kamuina Nsapu. A Beni, la Section Protection de l'Enfant a révélé que des enfants ont perdu la vie à la suite de balles perdues reçues lors d'affrontements armés entre des membres d'un groupe armé non-identifié et des éléments de l'armée nationale. A Kananga, trois filles ont été victimes de viol par des présumés FARDC, et un garçon de 14 ans, ex-combattant de la milice Kamuina Nsapu, a été gravement blessé avec une machette pendant sa détention.

Par ailleurs, la Section marque son inquiétude face aux attaques contre les établissements sanitaires qui entravent la réalisation du droit des enfants à bénéficier de soins de santé. Elle s'insurge ainsi contre les attaques des centres de santé Kalunguta et Kahembe survenues les 25 et 26 juin 2017 à Beni.

Des individus armés non identifiés ou soupçonnés d'appartenir au groupe armé NDC Rénové sont responsables de ces attaques.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

A l'occasion du festival de la célébration de l'indépendance de la RDC qui s'est tenu du 30 juin au 2 juin à Goma, des artistes musiciens de renommée nationale et internationale, à savoir Diamond Platnumz, Navy Kenza et Dutch Rebelle, ont accepté de soutenir la campagne contre le recrutement d'enfants.

Au cours de la même semaine, la Section Protection de l'enfant et ses partenaires ont continué leurs activités de sensibilisation pour arrêter et prévenir le recrutement d'enfants au sein des communautés du Nord-Kivu, Bunia, Aweba, Getty et Butembo, atteignant plus de 50 000 personnes.

Information publique :

Lundi dernier à Goma, a eu lieu un exercice de simulation d'évacuation de la population en cas d'éruption volcanique. Au moins 2 000 familles, soit près de 11.000 habitants venus de 4 quartiers périphériques de la ville, ont quitté leurs habitations, munis de leurs bagages pour se diriger vers le stade Afia au centre-ville où un dispositif d'accueil avait été prévu.

C'est le vice-gouverneur de la province du Nord-Kivu, Me Feller Lutaichirwa, qui a activé, dès 6 heures, la sirène qui a donné l'alerte de départ au stade Afia, lieu d'accueil des populations « sinistrées », où attendaient déjà, 100 infirmiers, 65 secouristes et 19 médecins pour prendre en charge les malades et autres.

La MONUSCO, qui a participé à la coordination des activités, a fourni les éléments de la Police des Nations Unies (UNPOL), lesquels, en collaboration avec la Police nationale congolaise ont canalisé et orienté les populations vers le stade. Le vice-gouverneur qui a coordonné cet exercice auquel a été associé le Rwanda, site d'accueil probable, en cas d'éruption volcanique, a remercié la MONUSCO, tout comme le PAM et la Banque mondiale pour leur apport non négligeable qui a permis de réaliser cet exercice de simulation qui s'est déroulé dans de bonnes conditions.

Une évaluation du dispositif sera faite dès jeudi. Cet exercice devait aider à améliorer les réponses aux services à fournir en cas d'éruption dans le cadre du plan de contingence mis en place par les autorités.

Pour rappel, depuis l'année dernière, la MONUSCO a mis à la disposition de l'OVG (Observatoire Volcanologique de Goma) une sirène de longue portée qui a coûté 100.000 dollars américains. Un élément important dans ce dispositif.

Activités de l'Equipe-pays

OCHA : Risque de maladies d'origine hydrique dans le territoire de Fizi

Depuis le 29 juin 2017, le territoire de Fizi est le théâtre de violences qui opposent des miliciens aux forces armées congolaises. Face à cette dégradation de la situation sécuritaire, la population s'est déplacée massivement au sein même du territoire de Fizi mais aussi vers la province voisine du Tanganyika.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La communauté humanitaire s'inquiète de cette vague de déplacés qui sont évalués à quelque 80 000 personnes. Les difficultés d'accès à l'eau potable, la promiscuité et l'insuffisance des mesures d'hygiène dans les localités à forte concentration de déplacés, notamment celles de Butale, Lulimba et Misisi, font craindre l'apparition de maladies d'origine hydrique. Les acteurs humanitaires sont notamment préoccupés par les risques sanitaires dans la région de Kimbi d'autant qu'elle est en proie à des épisodes cycliques épidémiques de choléra depuis 2015 et de rougeole depuis août 2016. Par ailleurs, le déplacement des agriculteurs dans cette zone laisse entrevoir une aggravation de la crise alimentaire dans les prochains jours.

Mise en œuvre de la réponse humanitaire financée par le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) :

En mars dernier, le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) avait alloué 5 millions de dollars américains pour répondre à la crise humanitaire qui sévit dans la région du Kasai. Dans la province du Kasai, l'assistance couvre les secteurs de la protection, de l'eau, hygiène et assainissement, de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

D'une part, en partenariat avec UNICEF, l'ONG Action Contre la Faim (ACF) apporte une assistance à quelque 1 740 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Ces derniers se trouvent dans des familles d'accueil de 11 aires de santé de la province. ACF intervient également dans la construction de latrines dans ces aires de santé et l'aménagement de sources d'eau. Hormis les médicaments et intrants nutritionnels, les enfants ciblés sont munis de kits hygiéniques. D'autre part, le Bureau National Catholique de l'Enfance (BNCE) assure l'encadrement des enfants non accompagnés et a initié un espace de jeux pour plus de 400 enfants enregistrés. Enfin, en partenariat avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), trois ONG locales -Les Amis du Monde Rural (AMOR), le Centre Œcuménique pour la Promotion du Monde Rural (COPROMOR) et le Centre d'appui au développement de la femme en action (CADEFA)- encadrent les activités maraîchères de 25 000 personnes sur un espace 50 hectares.

Ces activités sont d'autant plus cruciales que près de 1 200 hectares de champs ont été ravagés par un incendie d'origine inconnue dans les localités Kabambayi-Tshimbinda-Katoka, dans la province du Kasai. Cet incident pourrait affecter la disponibilité d'aliments dans la région du Kasai. Pour les ménages des localités affectées, la destruction des champs intervient alors qu'ils ont déjà raté deux saisons culturales du fait de l'insécurité qui sévit dans la zone depuis plusieurs mois déjà. Les habitants de cette région ont quasiment perdu tous leurs moyens de subsistance.

De plus, une augmentation généralisée des prix des denrées alimentaires dans la ville de Mbuji-Mayi, dans la province du Kasai Oriental, s'observe depuis plusieurs semaines, selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette situation pourrait aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition. A titre d'exemple, le prix d'un petit seau de maïs est passé de 2 600 à 3 200 francs congolais ; le prix d'une bouteille d'huile a subi une hausse de plus de 60 pourcent, passant de 600 à 1000 francs. L'une des principales raisons de cette augmentation des prix est le fait de nombreuses barrières érigées entre les villes de Muene-Ditu et Mbuji-Mayi. Cette augmentation des prix pourrait entraîner des conséquences sanitaires graves notamment sur les enfants.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Par ailleurs, une délégation de la commission européenne pour les affaires humanitaires (ECHO) et du Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID) -deux des principaux partenaires financiers de l'action humanitaire en RDC- effectuent actuellement une mission d'évaluation à Tshikapa et Kananga, respectivement dans les provinces du Kasai et Kasai central. L'objectif de leur visite est de se rendre compte des actions humanitaires en cours et des besoins. Une délégation de l'UNICEF mène quant à elle une mission d'évaluation à Tshikapa, dans le Kasai, en prélude de l'ouverture de son antenne et rencontre les acteurs locaux ayant bénéficié des fonds CERF.

Vaccination de plus de 500 000 enfants contre la poliomyélite au Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba :

Entre les 27 et 29 juin 2017, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et ses partenaires ont vacciné 514 000 enfants âgés de 0 à 59 mois dans 8 des 16 zones de santé que compte la province du Haut-Lomami. Il s'agit de la première phase d'une campagne de vaccination visant à empêcher la propagation de la maladie et l'infection d'autres enfants.

Quatre zones de santé du Haut Katanga (Mitwaba et Mufunga Sampwe) et Lualaba (Lubudi et Kanzenze) ont également été ciblées compte tenu de leur proximité avec le Haut-Lomami. Une deuxième phase de vaccination est prévue du 10 au 12 juillet dans ces mêmes zones de santé pour vacciner les enfants qui ont raté la première phase de vaccination. En avril dernier, deux cas de poliovirus de type 2 dérivés d'une souche vaccinale (PVDVc2) ont été confirmés positifs par l'Institut national de recherche biomédicale (INRB).

La première souche de PVDVc 2 a été isolée à partir de deux cas de paralysie flasque aiguë (PFA) dans les zones de santé de Butumba et Malemba (Haut-Lomami). En revanche, la deuxième souche se trouve dans la zone de santé de Kunda, (Province de Maniema). D'après l'OMS, des recherches actives pour détecter d'autres cas de PFA sont en cours pour limiter le risque de propagation ultérieure de ces souches au niveau national. Face à ce risque élevé, l'OMS insiste sur l'importance de maintenir une couverture élevée par la vaccination systématique des enfants.

Le Canada se déclare prêt à continuer son appui à la lutte contre les violences sexuelles en RDC :

En visite en République démocratique du Congo, la Ministre canadienne en charge du développement international et de la francophonie, Mme Marie-Claire Bibeau, a exprimé à Goma le souhait de son pays de poursuivre son assistance à la RDC dans le domaine de la lutte contre les violences sexuelles.

La Ministre a visité l'hôpital Kyeshero de Goma où fonctionne le "ONE STOP CENTER" qui est un guichet unique de prise en charge holistique des survivantes des victimes sexuelles mis en place par le programme Tupinge Ubakaji « Luttons contre les violences sexuelles » en swahili qui est financé par son gouvernement. Mme Bibeau a déclaré être fière de l'appui de son pays à ce programme et encourage les autres partenaires à mettre les jeunes filles et garçons ainsi que les femmes au centre de leurs politiques d'aide au développement.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

15^e anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut de Rome, texte fondateur de la CPI :

Le 1^{er} juillet 2017, la Cour pénale internationale (CPI) a marqué le 15^e anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut de Rome, son texte fondateur.

À cette occasion et jusqu'au 17 juillet, vous êtes invités à participer à la campagne #Avoir15ans en postant une vidéo ou un récit sur le thème « Avoir 15 ans » sur la page [Facebook de la CPI](#).

Toutes les informations relatives à la campagne se trouvent sur la page Facebook de la Cour.

Situation militaire

(Par le Colonel Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire **en République Démocratique du Congo (RDC)**, durant la semaine écoulée est relativement stable et très volatile dans certaines parties.

Dans les provinces du Kasai Central et Lomami, l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu contre les populations civiles et les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, a provoqué le déplacement de populations civiles dans plusieurs localités du territoire de **Luiza, à Mwene Ditu, Nadia-Temba et Makanza.**

La Force de la MONUSCO poursuit sans répit à travers ses différentes unités déployées dans les zones affectées par l'activisme de la milice Kamuina Nsapu, ses opérations visant à dissuader les exactions et les violations des droits de l'homme et à protéger les populations civiles.

En Ituri, la situation sécuritaire a été jugée volatile dans les territoires d'Irumu et de Djugu, du fait d'activités négatives perpétrées par des éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), et de tensions interethniques rapportées entre les communautés Ngiti et Hema.

Dans le territoire d'Irumu, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les opérations militaires contre les éléments du FRPI, afin de mettre un terme aux exactions perpétrées contre les populations civiles, et d'assurer leur protection.

Des exactions liées aux pillages et incendies perpétrées par des éléments du FRPI, ont en effet été rapportées pendant la période sous examen dans les localités de Bukiringi, Bunga et Batowe.

Le 26 juin 2017, des patrouilles conjointes FARDC-MONUSCO projetées rapidement dans la localité de Batowe, située à 5 kilomètres au Nord-est de Bukiringi, ont fait avorter des pillages, repoussé des éléments du FRPI, et assuré la protection des populations civiles dans la région.

D'autres mesures, notamment des rencontres initiées par les autorités provinciales, ont été prises dans ce territoire ainsi que dans celui de **Djugu**, dans le but de mettre un terme à la résurgence de tensions

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

interethniques entre les communautés Ngiti et Hema, qui constitue actuellement une préoccupation réelle quant à la situation sécuritaire dans les localités touchées, à savoir Kasenyi et Bakombe.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée volatile et imprévisible dans plusieurs territoires, notamment Beni, Rutshuru, Lubero et Masisi, suite à l'activisme des groupes armés et aux activités militaires initiées en termes de réponse.

Toutefois, l'environnement sécuritaire demeure globalement sous le contrôle des Forces de Défense et de Sécurité congolaises, soutenues par la Force de la MONUSCO.

Dans le territoire de Beni, les troupes de l'armée congolaise et de la Force de la MONUSCO demeurent en alerte maximale, afin de contrer les attaques initiées par les groupes armés, notamment les Mayi-Mayi et l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), dans les localités de Supa Kalau et de Kasindi.

Le 29 juin 2017, six (06) éléments du groupe Mayi-Mayi et un (01) autre de l'ADF, impliqués dans l'activisme dans ce territoire, ont été appréhendés.

Dans le territoire de Rutshuru, la Force de la MONUSCO maintient son soutien à l'armée congolaise, dans le but de neutraliser les groupes armés, notamment les Mayi-Mayi Charles.

Les 28 juin et 1^{er} juillet 2017, les Casques bleus de la MONUSCO ont déployé promptement des troupes d'intervention rapide dans les localités de **Nyabitale**, **Humule** et **Kisharo**, dans le but de soutenir l'armée congolaise engagée contre les éléments du groupe Mayi-Mayi Charles, et d'assurer la protection des populations civiles.

Au chapitre des redditions dans la province, durant la semaine écoulée, neuf (09) éléments de différents groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **trois (03) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)**, **quatre (04) du groupe Mayi-Mayi Kifuafula** et **deux (02) de divers groupes armés Mayi-Mayi**.

Au Sud-Kivu, en dépit de quelques activités négatives isolées perpétrées par des éléments des groupes armés encore actifs dans la province, la situation sécuritaire est demeurée globalement stable et sous le contrôle des Forces congolaise et onusienne.

Elle a été marquée par la reddition volontaire de six (06) éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki factions "Shukuru" et "Mweke", auprès du poste opérationnel de la Force de la MONUSCO déployé dans la localité de Bunyakiri.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire demeure volatile, mais sous le contrôle des Forces congolaise et onusienne.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La Force de la MONUSCO apporte un soutien déterminant aux Forces de Défense congolaises, dans le but de mettre un terme à l'activisme des miliciens, de restaurer l'autorité de l'Etat et de protéger les populations civiles.

Les 1^{er}, 2 et 3 juillet 2017, la Force de la MONUSCO a apporté son soutien aérien, logistique et médical aux troupes des FARDC engagées dans des opérations contre des éléments du groupe Mayi-Mayi Yakutumba, et sécurisé environ deux cents (200) déplacés, ainsi que les employés de seize (16) Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans sa base de Bendera.

Les premiers soins ont également été administrés aux blessés ayant trouvé protection dans cette position onusienne, où les troupes demeurent en alerte maximale, afin de contrer l'activisme des groupes armés, en soutien aux Forces de défense congolaises.

Enfin, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04